

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 36.141/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Entreprises publiques, le 24 novembre 2003, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif à la transformation de B.I.A.C. en société anonyme de droit privé et aux installations aéroportuaires", a donné le 15 décembre 2003 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Formalité préalable

Lorsque, comme en l'espèce, la formalité de l'accord du Ministre du Budget est requise, et que le Ministre précité entend donner son accord, il y a lieu d'éviter la formule selon laquelle le projet n'appelle pas d'objection fondamentale.

Observation générale

L'autorité de régulation économique

L'article 1^{er}, 6°, de l'arrêté en projet définit la notion "d'autorité de régulation économique" comme étant "le ministre ou toute autorité ou organisme de contrôle qui pourrait être substitué au ministre par ou en vertu d'une loi". L'autorité de régulation économique se voit reconnaître des compétences par les articles 29 à 44, 47, 49 et 51 de l'arrêté en projet.

Selon le rapport au Roi,

"Il conviendra que, dans le futur, un organe de régulation indépendant assure, aux côtés de la Direction générale Transport Aérien, le contrôle du respect des conditions de la licence d'exploitation, notamment en matière de régulation économique. Dans l'esprit du Gouvernement, l'installation de cet organe de régulation devrait, dans toute la mesure du possible, être concomitant de la transformation de B.I.A.C. en société anonyme de droit privé. Le présent arrêté tient compte de la possibilité que cet organe soit créé par le législateur. Dans l'intervalle, cette mission de contrôle sera confiée au ministre qui a les transports dans ses attributions".

.../...

Les articles 157 et 158 de la loi-programme du 30 décembre 2001, qui constituent le fondement légal de l'arrêté en projet, n'ont pas attribué au Roi le pouvoir de créer un organe de régulation indépendant. Les conditions dans lesquelles un pareil organe peut être créé relèvent du pouvoir législatif. En ce qu'il prévoit cette création, l'arrêté en projet excède les pouvoirs qui lui ont été attribués par les articles 157 et 158 de la loi-programme du 30 décembre 2001.

Observations particulières

Article 1^{er}

Le point 15° entend définir ce qu'il y a lieu d'entendre par "les membres du personnel nommés à titre définitif au sens de l'arrêté royal n° 117". Il n'est plus fait usage de cette formule dans la suite du projet, sauf à l'intitulé du chapitre III dépourvu de valeur normative, mieux vaudrait la remplacer par l'expression "les membres du personnel visés à l'article 1^{er}, 15°", soit celle qui est utilisée dans la suite du texte.

Article 2

À l'alinéa 2, il y a lieu de remplacer les mots "en cas de" par les mots "lors de la".

Article 4

Cette disposition ne règle pas le statut juridique de B.I.A.C., mais la possibilité pour l'État de conclure des conventions d'actionnaires avec d'autres partenaires. Elle n'entre pas dans le cadre des pouvoirs spéciaux attribués par l'article 157, 1°, de la loi-programme du 30 décembre 2001.

Elle doit être omise.

.../...

Article 10

1. En ce qui concerne le paragraphe 1^{er}, l'article 157, 2°, de la loi-programme du 30 décembre 2001 donne une habilitation au Roi en vue "de régler les relations individuelles de travail entre BIAC et les membres de son personnel statutaire, de manière à assurer la continuité des droits des membres de ce personnel en matière de stabilité de l'emploi, de rémunération et de pension prévus dans les réglementations de base du statut du personnel établi conformément à la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en vigueur dès son approbation par les interlocuteurs sociaux et au plus tard le 1^{er} février 2002".

Le règlement du personnel auquel il convient de faire référence est dès lors celui qui était en vigueur au plus tard le 1^{er} février 2002 et non celui en vigueur au moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet.

2. Les textes constituant ce règlement du personnel devraient être, dans un souci de sécurité juridique, annexés au projet, à l'exception de ceux qui auraient déjà fait l'objet de pareille publication.

3. L'article 157, 2°, a) et d) de la loi-programme du 30 décembre 2001 dispose comme suit :

"(...) le Roi peut, (...), prendre toutes mesures utiles en vue :

a) de régler les relations individuelles de travail entre BIAC et les membres de son personnel statutaire, de manière à assurer la continuité des droits des membres de ce personnel en matière de stabilité d'emploi, de rémunération et de pension prévus dans les réglementations de base du statut du personnel établi conformément à la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en vigueur dès son approbation par les interlocuteurs sociaux et au plus tard le 1^{er} février 2002;

(...)

d) d'organiser un régime transitoire en matière de relations collectives de travail au sein de BIAC jusqu'aux élections sociales qui se tiendront en 2008."

.../...

Cette disposition ne permet pas d'organiser un règlement permanent de relations collectives de travail tel qu'envisagé par l'article 10, §§ 2 à 4, du projet.

Les paragraphes 2 à 4 doivent être omis.

Article 14

En mentionnant les modifications subies par l'arrêté royal n° 117 du 27 février 1935 établissant le statut des pensions du personnel des établissements publics autonomes et des régies instituées par l'État, le texte en projet fige, en matière de pensions de retraite et de survie, les droits du personnel visés à l'article 1^{er}, 15°, sans que lui soient applicables les éventuelles modifications ultérieures que subirait cet arrêté royal n° 117.

La section de législation se demande si telle est bien l'intention de l'auteur du projet.

Article 19

1. Lu isolément au sein d'un chapitre consacré essentiellement à la garantie des droits du personnel, l'alinéa 1^{er} impose apparemment la poursuite de l'exploitation en faisant abstraction, le cas échéant, des dispositions de la loi sur les faillites, en particulier celles concernant les pouvoirs reconnus au juge-commissaire, au curateur et au tribunal de commerce. Si tel est le cas, l'articulation du texte en projet avec les dispositions précitées doit être mieux établie. Si tel n'est pas le cas, le texte doit être revu afin de mieux établir la portée de la disposition.

2. L'article 2, 4°, de la loi du 19 décembre 1997 visant à rationaliser la gestion de l'aéroport de Bruxelles-National donne une habilitation au Roi en vue de régler le transfert à la B.A.T.C., des membres du personnel de la R.V.A. qui sont affectés aux services en charge d'activités liées à l'aéroport et d'un nombre approprié de membres du personnel relevant des services généraux de la R.V.A., sans préjudice des droits des

.../...

agents transférés en ce qui concerne la sécurité d'emploi, la rémunération et la pension. Cette disposition ne prévoit pas d'obligations dans le chef de l'exploitant de l'aéroport.

Dans l'alinéa 2, les mots "par application de l'article 2, 4°, de la loi du 19 décembre 1997 visant à rationaliser la gestion de l'aéroport de Bruxelles-National" doivent être omis.

Article 23

L'article 3 de la loi du 5 décembre 2001 modifiant l'article 161, 1°, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe et l'article 149 du Code des droits de succession a déjà inséré un 4° dans l'article 149 du même Code.

De plus, il serait préférable que toutes les dispositions modificatives fassent l'objet d'articles distincts figurant dans un chapitre qui y serait consacré. Cette observation vaut également pour les articles 53 et 54.

Article 32

Le pouvoir d'approuver les chartes visées par cette disposition ne peut pas être attribué à l'administration mais au Ministre lui-même.

La même observation vaut pour les paragraphes 3 à 6.

Section VI. - Sanctions

Les amendes administratives prévues tant par l'article 158, § 5, de la loi-programme du 30 décembre 2001 que par l'article 49 du projet ont indubitablement un caractère pénal au sens de l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, dès lors qu'elles peuvent avoir des conséquences économiques importantes pour le contrevenant, qu'elles sont susceptibles

.../...

d'être infligées à des personnes n'ayant pas de lien particulier avec l'administration et qu'elles poursuivent un but répressif.

Selon une jurisprudence constante de la section de législation du Conseil d'État, il se déduit des exigences de l'article 6 de la Convention européenne précitée que pareilles amendes doivent pouvoir faire l'objet d'un recours juridictionnel, de pleine juridiction, ayant un caractère suspensif ⁽¹⁾.

À cet égard, le rapport au Roi précise ce qui suit :

"(...), dans l'esprit du Gouvernement, un projet de loi organisant des voies de recours spécifiques contre les décisions de l'autorité compétente infligeant des sanctions administratives sera déposé à la Chambre des représentants afin de tenir compte de l'observation formulée par la section de législation du Conseil d'État sur l'article 140 de l'avant-projet de loi-programme, (...)" ⁽²⁾.

Il résulte des principes rappelés ci-dessus que la disposition en projet ne peut entrer en vigueur avant l'entrée en vigueur du système de recours conforme à ces principes.

Article 52

⁽¹⁾ Voy. not. les avis 30.527/4, donné le 25 octobre 2000 sur un avant-projet devenu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, (doc. parl., C.R.W., session 2000/20001, n° 177/1); 32.455/1/2/3/4, donné les 30 et 31 octobre 2001, sur un avant-projet devenu la loi-programme du 30 décembre 2001 (doc. parl., Chambre, session 2001-2002, n° 50 1503/001, p. 163); 33.182/2, donné le 29 avril 2002 sur un avant-projet devenu la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers (doc. parl., Chambre, session 2001/2002, n° 1842/1, p. 244); 33.239/2, donné le 2 mai 2002 sur un avant-projet devenu la loi du 2 août 2002 complétant, en ce qui concerne les voies de recours contre les décisions prises par le Ministre, par la CBF, par l'OCA et les entreprises de marché et en ce qui concerne l'intervention de la CBF et de l'OCA devant les juridictions répressives, la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers et modifiant diverses autres dispositions légales (doc. parl., chambre, session 2001/2002, n° 1843/1, p. 286); 33.930/2, donné le 13 janvier 2003 sur un avant-projet de loi "modifiant, en ce qui concerne le contrôle des sociétés de gestion des droits, la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins".

⁽²⁾ Ce faisant, ce passage du rapport au Roi se réfère à l'avis 32.455/1/2/3/4 mentionné à la note précédente.

Compte tenu de l'observation générale, la disposition en projet doit être omise.

Article 55

L'article 158 de la loi-programme du 30 décembre 2001 qui habilite le Roi à fixer les conditions de la licence d'exploitation ne prévoit pas qu'un régime dérogatoire pourrait être organisé pour la B.I.A.C. De plus, il ne serait pas admissible qu'un tel régime soit organisé par un arrêté royal ordinaire alors que les critères d'octroi, la procédure d'octroi, les obligations à respecter, notamment, doivent en application des articles 158, 163 et 164 de cette loi-programme être fixés par un arrêté royal de pouvoirs spéciaux.

En conclusion, l'alinéa 2 doit être omis.

Article 58

1. À l'alinéa 1^{er}, compte tenu de l'observation 3 formulée sous l'article 10, il y a lieu d'omettre la dernière phrase.

Il convient également, pour le même motif, de définir les principes de base visés à l'alinéa 2.

2. À l'alinéa 3, il y a lieu de remplacer les mots "du conseil d'entreprise" par les mots "de la commission paritaire" visés à l'alinéa 1^{er}.

Article 59

La rédaction de l'alinéa 4 est incomplète tant dans sa version française que dans sa version néerlandaise.

Cette disposition doit dès lors être revue.

La chambre était composée de

Madame	M.-L. WILLOT-THOMAS,	président de chambre,
Messieurs	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
	J. van COMPERNOLLE, B. GLANSDORFF,	assesseurs de la section de législation,
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. M. JOASSART, auditeur adjoint.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 36.141/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 24 november 2003 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Overheidsbedrijven verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de omzetting van B.I.A.C. in een naamloze vennootschap van privaatrecht en betreffende de luchthaveninstallaties", heeft op 15 december 2003 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaand vormvereiste

Wanneer, zoals in het onderhavige geval, het vormvereiste van de akkoordbevinding van de Minister van Begroting moet worden vervuld en de voormelde Minister van plan is zijn instemming te betuigen, zou men er goed aan doen geen gebruik te maken van de formule dat het ontwerp geen aanleiding geeft tot fundamentele bezwaren.

Algemene opmerking

De economisch regulerende overheid

In artikel 1, 6°, van het ontworpen besluit wordt het begrip "economisch regulerende overheid" gedefinieerd als "de minister of elke overheid die of controleorgaan dat de minister door of krachtens een wet zou kunnen vervangen". Aan de economisch regulerende overheid worden bevoegdheden toegekend bij de artikelen 29 tot 44, 47, 49 en 51 van het ontworpen besluit.

In het verslag aan de Koning staat in verband daarmee het volgende vermeld :

"In de toekomst zal een onafhankelijk reguleringsorgaan, naast het Directoraat generaal Luchtvaart, moeten instaan voor het toezicht op de naleving van de voorwaarden van de exploitatielicentie, inzonderheid inzake de

.../...

economische regulering. Volgens de Regering zou de inrichting van dit controleorgaan zoveel mogelijk moeten gelijklopen met de omzetting van B.I.A.C. in een naamloze vennootschap van privaatrecht. Dit besluit houdt rekening met de mogelijkheid dat dit orgaan door de wetgever wordt gecreëerd. Intussen zal deze controlemissie aan de minister die het vervoer binnen zijn bevoegdheid heeft, worden toevertrouwd".

Bij de artikelen 157 en 158 van de programmawet van 30 december 2001, die de rechtsgrond van het ontworpen besluit vormen, is aan de Koning niet de bevoegdheid opgedragen om een onafhankelijk regulerend orgaan op te richten. De voorwaarden waaronder zulk een orgaan kan worden opgericht, zijn een aangelegenheid waarvoor de wetgevende macht bevoegd is. Voorzover het ontworpen besluit in die oprichting voorziet, gaat het de bevoegdheden te buiten die bij de artikelen 157 en 158 van de programmawet van 30 december 2001 aan de Koning zijn opgedragen.

Bijzondere opmerkingen

Artikel 1

In punt 15° wordt een definitie gegeven van wat verstaan dient te worden onder "de vastbenoemde personeelsleden in de zin van het koninklijk besluit nummer 117". Die formule wordt verder in het ontwerp niet meer gebruikt, tenzij in het opschrift van hoofdstuk III, welk opschrift geen normatieve waarde heeft. Het zou dan ook beter zijn die formule te vervangen door de uitdrukking "de personeelsleden in de zin van artikel 1, 15°", die verder in de tekst wordt gebezigd.

Artikel 2

In het tweede lid dienen de woorden "in geval van" te worden vervangen door de woorden "bij de".

Artikel 4

Bij deze bepaling wordt niet het juridisch statuut van BIAC geregeld maar de mogelijkheid waarover de Staat beschikt om met andere partners aandeelhoudersovereenkomsten te sluiten. Die aangelegenheid valt niet onder de bijzondere machten die bij artikel 157, 1°, van de programmawet van 30 december 2001 worden toegekend.

Deze bepaling behoort te vervallen.

Artikel 10

1. In verband met paragraaf 1 dient erop te worden gewezen dat bij artikel 157, 2°, van de programmawet van 30 december 2001 de Koning gemachtigd wordt "de individuele arbeidsverhoudingen te regelen tussen BIAC en haar statutaire personeelsleden, op zodanige wijze dat de continuïteit wordt gewaarborgd van de rechten van deze personeelsleden inzake vastheid van betrekking, bezoldiging en pensioen bepaald in de basisreglementeringen van het personeelsstatuut opgesteld overeenkomstig de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, die van kracht is vanaf de instemming ermee door de sociale partners en uiterlijk op 1 februari 2002".

Het personeelsreglement waarnaar moet worden verwezen, is dus datgene dat uiterlijk 1 februari 2002 gold en niet datgene dat van kracht zal zijn bij de inwerkingtreding van het ontworpen besluit.

2. Met het oog op de rechtszekerheid zouden de teksten waaruit dat personeelsreglement bestaat als bijlage bij het ontwerp moeten worden gevoegd, met uitzondering van die welke reeds op zulk een wijze bekendgemaakt zouden zijn.

3. Artikel 157, 2°, a) en d) van de programmawet van 30 december 2001 luidt als volgt :

.../...

"(...) kan de Koning (...), alle nuttige maatregelen treffen teneinde :

- a) de individuele arbeidsverhoudingen te regelen tussen BIAC en haar statutaire personeelsleden, op zodanige wijze dat de continuïteit wordt gewaarborgd van de rechten van deze personeelsleden inzake vastheid van betrekking, bezoldiging en pensioen bepaald in de basisreglementeringen van het personeelsstatuut opgesteld overeenkomstig de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, die van kracht is vanaf de instemming ermee door de sociale partners en uiterlijk op 1 februari 2002;

(...)

- d) een overgangsregeling uit te werken op het gebied van de collectieve arbeidsverhoudingen bij BIAC tot aan de sociale verkiezingen die in het jaar 2008 worden gehouden."

Op grond van die bepaling kan geen permanente regeling van de collectieve arbeidsverhoudingen worden uitgewerkt zoals die welke vervat is in artikel 10, §§ 2 tot 4, van het ontwerp.

De paragrafen 2 tot 4 dienen te vervallen.

Artikel 14

Doordat in de ontworpen tekst melding wordt gemaakt van de wijzigingen die het koninklijk besluit nr. 117 van 27 februari 1935 tot vaststelling van het statuut der pensioenen van het personeel der zelfstandige openbare inrichtingen en der regieën ingesteld door de Staat, heeft ondergaan worden de rechten van de personeelsleden bedoeld in artikel 1, 15°, inzake rust- en overlevingspensioenen vastgelegd en zijn de eventuele latere wijzigingen die in dat koninklijk besluit nr. 117 zouden worden aangebracht, niet meer op die personeelsleden van toepassing.

De afdeling Wetgeving vraagt zich af of dat wel de bedoeling van de steller van het ontwerp is.

.../...

Artikel 19

1. Als het eerste lid van dit artikel apart wordt bekeken in een hoofdstuk dat hoofdzakelijk gewijd is aan het waarborgen van de rechten van het personeel, lijkt het te verplichten tot het voortzetten van de exploitatie, in voorkomend geval zonder acht te slaan op de bepalingen van de faillissementswet, inzonderheid die betreffende de bevoegdheid van de rechter-commissaris, de curator en de rechtbank van koophandel. Als zulks de bedoeling is, moet de ontworpen tekst beter worden afgestemd op de voormelde bepalingen. Als zulks niet de bedoeling is, dient de tekst te worden herzien teneinde de strekking van deze bepaling beter vast te stellen.

2. Bij artikel 2, 4°, van de wet van 19 december 1997 tot rationalisering van het beheer van de luchthaven Brussel-Nationaal wordt aan de Koning een bevoegdheid opgedragen om de overgang naar BATC te regelen van de personeelsleden van de RLW die bestemd zijn voor de diensten die belast zijn met activiteiten die met de luchthaven verband houden en van een passend aantal personeelsleden die tot de algemene diensten van de RLW behoren, onverminderd de rechten van de overgegangene personeelsleden inzake vastheid van betrekking, bezoldiging en pensioen. Deze bepaling voorziet niet in verplichtingen ten laste van de exploitant van de luchthaven.

In het tweede lid dienen de woorden "bij toepassing van artikel 2, 4°, van de wet van 19 december 1997 tot rationalisering van het beheer van de luchthaven Brussel-Nationaal" te vervallen.

Artikel 23

Bij artikel 3 van de wet van 5 december 2001 tot wijziging van artikel 161, 1°, van het Wetboek van registratie-, hypotheek- en griffierechten en artikel 149 van het Wetboek der successierechten is in artikel 149 van het laatstgenoemde Wetboek reeds een onderdeel 4° ingevoegd.

Daarenboven zou het beter zijn om voor elke wijzigingsbepaling in een apart artikel te voorzien en deze artikelen in een daaraan gewijd hoofdstuk samen te brengen. Deze opmerking geldt eveneens voor de artikelen 53 en 54.

Artikel 32

De bevoegdheid tot het goedkeuren van charters waarvan in deze bepaling sprake is, mag niet aan het bestuur worden opgedragen maar moet aan de Minister zelf worden opgedragen.

Deze opmerking geldt eveneens voor de paragrafen 3 tot 6.

Afdeling VI - Sancties

De administratieve geldboetes waarin zowel artikel 158, § 5, van de programmawet van 30 december 2001 als artikel 49 van het ontwerp voorzien, zijn ontegensprekelijk van strafrechtelijke aard, in de zin van artikel 6 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, doordat ze belangrijke economische gevolgen kunnen hebben voor de overtreder, ze opgelegd kunnen worden aan personen die geen bijzondere band hebben met het overheidsbestuur en ze een repressieve bedoeling hebben.

Volgens een vaste adviespraktijk van de afdeling Wetgeving van de Raad van State volgt uit de vereisten van artikel 6 van het voormelde Europees Verdrag dat tegen zulke geldboetes een rechterlijk beroep met volle rechtsmacht en schorsende werking moet kunnen worden ingesteld ⁽¹⁾.

In dat verband staat in het verslag aan de Koning het volgende vermeld :

"(...) zal volgens de Regering een wetsontwerp houdende specifieke rechtsmiddelen tegen de beslissingen van de bevoegde overheid die administratieve geldboeten opleggen worden ingediend bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers teneinde rekening te houden met de opmerking geformuleerd door de afdeling wetgeving van de Raad van State met betrekking tot artikel 140 van het voorontwerp van programmawet (...) ⁽²⁾.

Uit de beginselen waaraan hiervoren herinnerd is, vloeit voort dat de ontworpen bepaling niet in werking mag treden vóór de inwerkingtreding van de regeling inzake beroep die met die beginselen in overeenstemming is.

⁽¹⁾ Zie inzonderheid advies 30.527/4, dat op 25 oktober 2000 is gegeven over een voorontwerp dat geleid heeft tot het Waals decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt (Gedr. St. Waalse Gewestraad, zitting 2000/2001, nr. 177/1); advies 32.455 1/2/3/4, dat op 30 en 31 oktober 2001 is gegeven over een voorontwerp dat geleid heeft tot de programmawet van 30 december 2001 (Gedr. St. Kamer, zitting 2001-2002, nr. 50 1503/001, blz. 163); advies 33.182/2, dat op 29 april 2002 is gegeven over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten (Gedr. St. Kamer, zitting 2001/2002, nr. 1842/1, blz. 244); advies 33.239/2, dat op 2 mei 2002 is gegeven over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 2 augustus 2002 tot aanvulling, inzake de verhaalmiddelen tegen de beslissingen van de minister, de CBF, de CDV en de marktondernemingen, alsook inzake de tussenkomst van de CBF en van de CDV voor de strafgerechten, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten en tot wijziging van verschillende andere wetsbepalingen (Gedr. St. Kamer, zitting 2001/2002, nr. 1843/1, blz. 286); advies 33.930/2, dat op 13 januari 2003 is gegeven over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten wat de controle op de vennootschappen voor het beheer van de rechten betreft".

⁽²⁾ Op deze manier verwijst deze passage van het verslag aan de Koning naar advies 32.455/1/2/3/4, dat in de vorige voetnoot wordt vermeld.

Artikel 52

Gelet op de algemene opmerking, dient deze bepaling te vervallen.

Artikel 55

Artikel 158 van de programmawet van 30 december 2001, waarbij de Koning gemachtigd wordt tot het vaststellen van de voorwaarden van de exploitatielicentie, bepaalt niet dat voor BIAC een afwijkende regeling mag worden opgesteld. Bovendien zou het niet aanvaardbaar zijn dat zulk een regeling opgesteld wordt bij een gewoon koninklijk besluit, terwijl inzonderheid voor de toekenningscriteria, de toekenningsprocedure en de in acht te nemen verplichtingen in de artikelen 158, 163 en 164 van die programmawet wordt bepaald dat ze bij een koninklijk bijzonderemachtenbesluit worden vastgesteld.

Bijgevolg dient het tweede lid te vervallen.

Artikel 58

1. Gelet op opmerking 3 die bij artikel 10 is gemaakt, dient in het eerste lid de laatste zin te vervallen.

Om dezelfde reden dient eveneens een definitie te worden gegeven van de basisprincipes waarvan in het tweede lid sprake is.

2. In het derde lid dienen de woorden "de ondernemingsraad" te worden vervangen door de woorden "het paritair comité", bedoeld in het eerste lid.

Artikel 59

Zowel de Nederlandse als de Franse tekst van het vierde lid zijn onvolledig.

Deze bepaling behoort dan ook te worden herzien.

De kamer was samengesteld uit

Mevrouw	M.-L. WILLOT-THOMAS,	kamervoorzitter,
de Heren	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	staatsraden,
	J. van COMPERNOLLE, B. GLANSDORFF,	assessoren van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. JOASSART, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS